

La face cachée du Black Friday : des ouvrières exploitées et des ressourceries asphyxiées par la surproduction

La coalition Stop Fast Fashion révèle la réalité invisible de millions d'ouvrières du textile

Paris, le 24 novembre 2025 - À la veille d'un Black Friday saturé de promotions et marqué par le débat autour de Shein et son installation à Paris, la coalition Stop Fast Fashion dévoile la face cachée de l'industrie textile : des millions de femmes qui fabriquent nos vêtements dans des conditions indignes. En Chine, au Bangladesh et dans plusieurs pays d'Asie, certaines ouvrières travaillent jusqu'à 75 heures par semaine, commencent dès 12 ans, et sont payées entre 0,06 € et 0,27 € par vêtement. En aval, il y a aussi une autre face cachée de l'industrie textile : les structures qui collectent les textiles usagés croulent sous des quantités de vêtements issus de la fast-fashion et non réemployables. Face à ce constat, la neutralisation d'une seule marque ne suffira pas et nous appelons à une régulation structurelle de la fast-fashion.

Car au-delà de Shein, c'est tout un système économique mondial qui repose sur cette exploitation.

Les productrices invisibles : 80 % des ouvrières textiles sont des femmes

Dans de nombreux ateliers, les enquêtes d'ONG partenaires révèlent¹ :

- des journées allant jusqu'à 15 à 18 heures,
- des cadences imposées par le travail au rendement,
- l'absence totale de protections sanitaires,
- des expositions quotidiennes à des solvants toxiques,
- des situations de travail forcé ou travail des enfants,
- des salaires dérisoires, parfois inférieurs de moitié au salaire vital.
- 80 % des travailleurs du textile dans le monde sont des femmes, dont une partie commence dès l'enfance.

« Ces femmes fabriquent les vêtements que nous recevons en 48h. Elles travaillent 75 heures par semaine pour quelques centimes. La loi fast fashion est une première pierre d'une régulation indispensable pour encadrer les pratiques d'un secteur qui fait des ravages, responsable de 10% des GES, d'exploitation et violations de droits humains. Il est donc impératif que cette loi soit adoptée dans sa version ambitieuse, » explique la Coalition Stop Fast Fashion.

Les phrases issues des témoignages recueillis dans les enquêtes de terrain parlent d'elles-mêmes :

- « Je travaille 75h/semaine. »
- « J'ai commencé à travailler à 12 ans. »
- « Je suis payée entre 0,06 € et 0,27 € par vêtement. »
- « J'ai survécu à l'effondrement du Rana Plaza. »
- « Je suis exposée à des produits toxiques. »
- « Nous sommes des millions, 80 % de femmes, à fabriquer vos vêtements à l'autre bout du monde. »

Shein n'est que l'arbre qui cache la forêt

Si Shein concentre l'attention médiatique, la coalition rappelle que :

- 97 % des vêtements consommés en France sont importés de pays à très faibles protections sociales ;

¹ <https://www.actionaid.fr/publications/dignite-au-travail/rapport-shein>

- des marques européennes comme Zara, Primark ou Kiabi affichent des croissances allant jusqu'à +150 % en cinq ans ;
- les mêmes ateliers produisent souvent pour Shein, Primark, Kiabi, Temu et d'autres acteurs ;
- la surproduction n'est pas le fait d'une plateforme : c'est la norme structurelle du secteur.

Un secteur à l'impact écologique dévastateur

Quelques ordres de grandeur suffisent à comprendre l'urgence :

- L'industrie textile génère près de 10 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre.
- 92 millions de tonnes de déchets textiles sont produites chaque année.
- Près de 90 % des vêtements ne sont pas recyclables.

Les ressourceries et centres de tri en crise constatent une explosion des arrivages - souvent d'articles jamais portés, de mauvaises qualités et non réemployables. Ils n'arrivent plus à trouver des débouchés pour tous ces stocks et sont saturés.

Face à ce modèle intenable, la loi "fast fashion" doit être adoptée le plus rapidement possible, et de manière ambitieuse !

Régulation : un moment politique décisif

L'adoption de la loi "fast fashion", votée à l'unanimité à l'Assemblée nationale et au Sénat, est aujourd'hui menacée :

- le Sénat a restreint son périmètre aux seuls acteurs "ultra express" ("ultra fast-fashion"),
- les marques européennes de fast fashion se retrouvent largement épargnées,
- sous la pression des lobbies, la Commission européenne a demandé des clarifications et pourrait bloquer la loi française.

Pour la coalition, affaiblir cette loi reviendrait à protéger la fast fashion plutôt que les travailleuses et la planète.

« Traiter uniquement Shein, c'est ignorer une très grande partie du problème. La fast fashion européenne est à l'origine de la délocalisation massive, de la chute de qualité et de l'explosion des déchets textiles. Nous avons besoin d'une loi globale, ambitieuse, courageuse » poursuit la Coalition Stop Fast Fashion

Rendre visibles les invisibles – 2 mobilisations

Mobilisation totalement confidentielle jusqu'au 27/11 18H30

Pour rappeler que derrière la fast fashion se trouvent des vies et des visages, la coalition mènera jeudi soir une action symbolique dans un lieu emblématique de la capitale, en lien direct avec les enjeux du secteur. Les journalistes intéressés recevront les informations pratiques sur accréditation.

Comptage des arrivages dans les Ressourceries et recycleries : une réalité implacable

Tout le week-end du 29/30 novembre, des ressourceries réaliseront partout en France un comptage des vêtements collectés afin de connaître précisément la part de fast fashion non réemployable.

Les observations de terrain montrent :

- une majorité de vêtements provenant de la fast fashion dite "traditionnelle",
- des volumes en hausse continue,
- une impossibilité croissante de réemployer une grande partie des textiles collectés.

Ces données confirment que la surproduction est systémique, et que se concentrer uniquement sur deux marques d'ultra fast-fashion ne répond pas à l'urgence environnementale et sociale du secteur.

CONTACTS PRESSE

Agence Etycom | Aelya NOIRET | 06 52 03 13 47 | a.noiret@etycom.fr



Association Max Havelaar France | Jules Montane | 06 61 13 50 51 | j.montane@maxhavelafrance.org

Amis de la Terre | Pierre condamine | 07 57 18 79 62

Fashion Revolution France | Catherine Dauriac | 06 60 50 97 17

Ethique sur l'étiquette | Mathilde Pousséo | 06 09 81 95 86

France Nature Environnement | Eloi Perignon | 06 07 69 27 10